



ETUDE DE BASE

**Projet " Anw Be Gnokon Bolo (On est ensemble)
Renforcer la résilience des jeunes des régions du Sud face aux conflits
et aux discours menant à la haine.**

Amadou BOCOUM
Director Country
Search for Common Ground
+223 74 54 32 962
abocoum@sfcg.org

Mohamed LAH
DM&E Assistant
Search for Common Ground
+223 76 37 66 21
mlah@sfcg.o

Liste des acronymes	3
Liste des figures et tableaux	4
Résumé exécutif	5
Introduction	9
Objectifs de l'étude de base	9
Méthodologie	9
Approche qualitative	9
Approche quantitative	10
Assurance qualité des données	10
Résultats	12
Situation sécuritaire actuelle dans les communes d'intervention	12
Dynamiques et caractéristiques des conflits recensés	13
Conflits fonciers	13
Conflits liés à l'accès aux ressources naturelles	14
Conflits en milieu scolaire, étudiantin ou associatif	14
Conflits ethniques	14
Conflit frontalier	15
Conflit en lien avec l'esclavage	15
Conflits liés à l'exploitation des sites d'orpaillage	15
La cartographie des acteurs impliqués dans les conflits recensés	16
Les facteurs de connexion et de division	17
Système et Institution	17
Attitudes et actions	17
Valeurs, mythe et intérêts	18
Symbole	18
L'état des lieux des mécanismes de prévention et de gestion des conflits et l'implication des jeunes, adolescents et femmes dans le processus de résolution des conflits	18
Le recours à la médiation	19
Le recours à l'autorité judiciaire (police, gendarmerie et tribunal)	20
Analyse de la perception des populations et des autorités sur le rôle des jeunes dans la cohésion sociale et la consolidation de la paix	20
Les jeunes de 18 à 35 ans	20
Les adolescents de 12 à 17 ans	20
Les femmes	20
Le niveau des indicateurs au début du projet	21
Conclusion	23
Recommandations	24

Liste des acronymes

FAMA : Forces Armées Maliennes

FDS : Forces de Défense et de sécurité

FGD : Focus Group Discussion

ILT : Institutional Learning Team

KII : Key Informant Interview

COFO : Les commissions foncières

Search : Search for Common Ground

Unicef : Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance

UNPBF : le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (United Nations Peacebuilding Fund)

ERAR : Equipes Régionales d'Appui à la Réconciliation

RECOTRADE : le Réseau des Communicateurs Traditionnels pour le Développement

ORTM : Office de Radio et Télévision du Mali

TV : Télévision

VBG : Violences Basées sur le Genre

AGR: Activité Génératrice de Revenu

CNJ: Conseil National de la Jeunesse

DRDSES : Direction Régionale du Développement Social et de l'Économie Solidaire

Liste des figures et tableaux

Figures

Figure 1: Zones de couverture de l'étude	11
Figure 2 : Répartition des répondants par sexe	12
Figure 3 : Tranche d'âge des répondants	13
Figure 4 : Niveau d'instruction des répondants	13

Annexes

Annexe 1: fiche d'identification des chaînes radios	27
Annexe 2: fiche d'identification des chaînes de télévision	32
Annexe 3: fiche d'identification des maisons de jeunes	36
Annexe 4: Dynamique des conflits recensés	38
Annexe 5 : Rapport entre les résultats attendus, les indicateurs et les recommandations issues de l'étude	46

Résumé exécutif

A propos du projet

Afin de prévenir les conflits dans le Sud du Mali, UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'Enfance) en partenariat avec Search for Common Ground Mali (Search) Mali a développé une initiative de 36 mois intitulée “*Anw be Gnokon Bolo*” visant l’inclusion des jeunes comme acteurs clés dans les processus de consolidation de la paix afin de prévenir les conflits dans le Sud du Mali. Financé par le Fonds du Secrétaire Général pour la Consolidation de la Paix des Nations Unies et mis en œuvre en collaboration avec le Ministère de la Jeunesse et des Sports du Mali, ce projet a pour objectif de **renforcer la résilience des jeunes au niveau des trois régions de Kayes, de Koulikoro, de Sikasso et du District de Bamako face aux conflits et discours menant à la violence**. Trois résultats sont attendus de la mise en œuvre des activités de cette intervention :

→ **Résultat 1:** *Les jeunes jouent un rôle actif dans les mécanismes de prévention et de gestion des conflits au sein de leurs communautés;*

→ **Résultat 2:** *Les leaders nationaux et locaux (traditionnels, religieux) ainsi que les autorités collaborent avec les jeunes en tant qu’acteurs clés dans les initiatives de prévention et de gestion des conflits;*

→ **Résultat 3 :** *Les jeunes ont accès à des plateformes sûres et inclusives d’échanges et de promotion de bonnes pratiques pour la prévention et la gestion des conflits.*

L’étude de base

L’étude de base a pour objectif d’établir la situation de référence du projet à partir de laquelle la progression du projet sera suivie et son efficacité évaluée à terme. C’est une analyse approfondie pouvant permettre aux équipes programmatiques de Search de comprendre le contexte et les acteurs impliqués dans les dynamiques de conflits autour de la zone du projet, de l’état des lieux de l’inclusion des jeunes dans les processus de paix au niveau local et national, la perception des populations, des autorités et des jeunes sur le rôle des jeunes dans la cohésion sociale et la consolidation de la paix.

Méthodologie

La méthodologie utilisée pour conduire cette enquête est basée sur une approche mixte en combinant les méthodes quantitatives et les méthodes qualitatives de collecte de données. Pour l’approche qualitative, des groupes de discussions (FGD) et des Interviews d’informateurs clés (KII) ont été réalisés. Au total, 36 FGD et 94 KII ont été réalisés dans les 12 communes d’interventions à savoir : les communes IV, V et VI du District de Bamako, les communes Kayes, Sadiola et Gogui dans la région de Kayes, les communes de Boura, Misseni et Fakola dans la région de Sikasso et les communes Dilly, Banamba et Nougua dans la région de Koulikoro.

Limites et difficultés de l’étude

- L’indisponibilité de certains acteurs clés pour les entretiens à limiter pour participer à la collecte de données, notamment les préfets, les membres des ministères.
- Les ONG partenaires du Peacebuilding Fund (UN PBF) étaient pour la plupart en télétravail à cause de la pandémie à Covid 19. Ceux qui ont pu être contactés à Bamako,

en l'occurrence Mercy Corps et United Nations Population Fund (UNFPA) n'ont pas eu à intervenir dans nos différentes zones d'intervention.

Résultats

→ Sur l'ensemble des zones d'intervention, la situation sécuritaire reste précaire et volatile. En effet, dans les communes d'intervention, le constat est le même, la situation sécuritaire est marquée par des vols de motos, des enlèvements de véhicules, des braquages à main armée, des incursions de groupes armés non identifiés et des assassinats ciblés. Des affrontements entre les communautés vivant dans la zone transfrontalière comme Gogui à Kayes liés au non-respect des normes de démarcation locales et coutumières. Cependant, à l'exception des communes de Dilly et Boura, la sécurité des populations dans la majorité des zones d'intervention est assurée par les FDS souvent appuyés par des chasseurs de la confrérie Dozo et des groupes de jeunes dans certaines zones.

→ S'agissant de la présence des groupes armés ou groupes d'auto-défense dans les zones du projet, 23% des répondants affirment qu'il existe des groupes armés ou groupes d'auto-défense qui sont entre autres les groupes armés radicaux, les chasseurs de la confrérie Dozos, l'association des jeunes Tom Boloma à Nouga qui veillent à la sécurité de leur communauté. À Bamako dans les quartiers comme Daoudabougou et Lafiabougou respectivement en commune V et VI des jeunes s'organisent afin de sécuriser la population avec l'appui des FDS.

→ Selon les réponses des personnes interviewées, les conflits majeurs existant dans les zones d'intervention sont surtout ceux liés au foncier (29%), aux ressources naturelles (l'eau, les cultures etc...) (22%), au leadership en milieu étudiant ou associatif (14%), à l'ethnie (14%), à la délimitation des frontières (7%), à l'esclavage (7%), et à l'exploitation des sites d'orpillage (7%).

→ Selon les personnes enquêtées, les acteurs qui jouent un rôle déterminant en faveur de la cohésion sociale sont entre autres les leaders communautaires (les leaders religieux, les chefs de quartiers et villages), le RECOTRADE, les ERAR, le Haut Conseil Islamique, la société civile (association de jeunes, de femmes etc...), ONG nationales et internationales, les médias, CAFO, les autorités administratives et locales, les comités de gestion des conflits et les FDS. Il faut préciser que parmi les acteurs sus-cités, certains font également partie de l'ensemble des acteurs dont les actions contribuent à diviser les populations et les acteurs. Il s'agit des hommes politiques, de certains leaders religieux et chefs de quartiers ou villages, des spéculateurs fonciers (agences immobilières ou foncières, des propriétaires fonciers ou acheteurs de foncier), les élus (maires, députés), des magistrats (juges), des FDS (la police), des autochtones de certaines zones (Sadiola et Banamba), des groupes armés radicaux, des membres de la diaspora et les médias à travers la diffusion des fausses informations.

→ Concernant les tensions/conflits existants, ils sont en général gérés en premier lieu par la médiation généralement conduite par les leaders communautaires (chefs traditionnels et religieux), les communicateurs traditionnels (griots, forgeron...), les comités locaux de gestion des conflits et les associations civiles. Si le processus n'aboutit pas, les parties font recours aux autorités judiciaires (police, gendarmes, juges.).

→ Quant au mode de fonctionnement de ces mécanismes de gestion selon les répondants : **Recours à la médiation** : Cette médiation se fait sous plusieurs formes. En cas de conflits, l'imam ou le chef coutumier peut être saisi par l'une ou les parties. Avec l'aide de ses

conseillers, un terrain d'entente peut être trouvé et ceux-ci veillent à l'application stricte de l'accord. Cette médiation peut se faire avec l'aide des hommes de castes qui ont la vocation de maintenir la cohésion sociale entre les nobles ou par les comités de gestion mis en place au niveau des mairies ou encore par les associations (jeunes, femmes).

Recours aux autorités judiciaires (police, gendarmerie, tribunal d'instance) : Un justiciable peut déposer une plainte auprès de la police ou la gendarmerie qui convoque le présumé et essaye en premier lieu de trouver une solution au problème exposé. Et si un terrain d'entente n'a pu être trouvé au conflit, le tribunal est saisi pour statuer sur le conflit selon la procédure requise.

→ S'agissant du **recours à la médiation**, 94% des répondants ont fait référence à ce mécanisme. Quant à l'appréciation de son fonctionnement, 88% des répondants estiment que **le recours à la médiation** est un mécanisme qui fonctionne bien car généralement la résolution des conflits par ce mécanisme tient compte des us et coutumes et aussi des valeurs éthiques et morales sociétales du milieu. Il tient également compte des conventions sociales intercommunautaires telles que les pactes entre ethnies et entre communautés établis au fil de l'histoire et des années pour gérer les conflits. Ces considérations sont très importantes dans la cohésion sociale dans les zones d'intervention du projet. Par contre, 12% des personnes interrogées pensent le contraire. Selon eux, non seulement les personnes en charge du fonctionnement de ce mécanisme manquent de formation sur les techniques de médiation et de gestion des conflits, mais elles estiment aussi que les jeunes ne sont pas assez représentés dans ces mécanismes.

En ce qui concerne le recours à **l'autorité judiciaire (tribunal, police, gendarmerie)**, 6% sur l'ensemble des répondants qui sont tous dans les communes de Bamako ont mentionné ce moyen de gestion des conflits. Quant à l'appréciation de son fonctionnement, plus de la moitié des répondants qui ont fait référence à ce mécanisme soit 67% estiment que la justice formelle fonctionne correctement contre 33% qui pensent le contraire. Selon eux, Il faut que les autorités judiciaires soient plus intègres et impartiales dans l'exercice de leurs fonctions. Pour eux sans ces améliorations les procédures de justice n'ont pas de valeur ajoutée pour les populations.

→ Concernant, l'inclusion des jeunes et des femmes dans le fonctionnement des mécanismes cités, 79% sur l'ensemble des répondants en KII estiment que les jeunes sont représentés dans les instances de fonctionnement du mécanisme recours à la médiation. En revanche, cette tendance est contredite par les résultats du sondage qui démontrent que 39% des répondants estiment que les jeunes ne sont pas représentés. Seulement 48% des répondants dans le sondage estiment que les opinions des jeunes sont prises en compte dans la gestion des conflits au sein de leur communauté. Et de plus, vu les arguments évoqués par les répondants, nous pouvons déduire que l'implication des jeunes et femmes dans le recours à la médiation est relative en fonction du dispositif de médiation utilisé. En effet, la médiation conduite par les leaders communautaires (leaders religieux, chefs traditionnels...), dans la gestion des conflits ne tient pas forcément en compte des opinions des jeunes à cause des barrières traditionnelles et culturelles. De ce fait, leur implication dans le fonctionnement de ce dispositif est plutôt axée sur les aspects d'ordres organisationnels (mobilisation, véhiculer les informations etc). Par ailleurs, d'autres dispositifs de médiation ont été identifiés lors de cette étude, en l'occurrence les comités locaux de gestions des conflits constitués des représentants des jeunes, femmes, chefs traditionnels et conseillers communaux et les associations de jeunes et de femmes. Selon les perceptions des personnes interrogées, les jeunes et les femmes

occupent une place considérable et ont un pouvoir décisionnel dans le mode de fonctionnement de ces dispositifs de médiation.

→ 96% des répondants estiment que les jeunes de 18 à 35 ans peuvent contribuer à la cohésion sociale, à la prévention et la gestion des conflits. Et pour y parvenir de façon efficace, ils doivent d'abord prendre conscience de leur importance et de leurs responsabilités au sein de la communauté, ensuite se former sur les techniques de prévention et de gestion des conflits. Ils doivent également s'organiser en association afin de s'impliquer dans le processus de la consolidation de la paix et de la cohésion sociale en multipliant les actions de sensibilisation auprès des communautés, les rencontres d'échanges avec toutes parties prenantes en vue de créer les conditions idoines pour un bon vivre ensemble. Ils doivent aussi initier et mettre en œuvre des activités et projets conformément à leurs besoins et à leurs aspirations afin de se faire entendre au plus haut niveau de l'Etat.

→ 69% des répondants affirment que les adolescents peuvent contribuer à la cohésion sociale et contribuer à prévenir et gérer les conflits. Pour mieux le faire, il faut d'abord les former sur les mécanismes de prévention et de gestion des conflits, ensuite créer des relations de collaboration entre eux et avec d'autres générations pour qu'ils puissent parfaire leur apprentissage et promouvoir leur propre autonomisation. Ils doivent être également soutenus en ayant accès à des plateformes leur permettant de faire entendre leur voix et être soutenus dans leurs actions de plaidoyer auprès des autorités nationales qui élaborent des politiques et stratégies de développement inclusives. En outre, 31% pensent que les adolescents sont immatures ou incapables de discernement, ou encore que leurs idées et opinions ne sont généralement pas prises en compte.

→ La totalité des personnes interrogées affirment que les femmes peuvent contribuer à la cohésion sociale et contribuer à prévenir et gérer les conflits. Et pour parvenir à le faire de manière idoine, il faut une prise de conscience ainsi qu'un développement des compétences des femmes en matière de négociation et de médiation. De plus, il faut veiller au renforcement et à l'application des politiques et engagements pris par l'Etat sur le plan national et international en faveur des femmes (par exemple la loi 052 portant promotion du genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives ou la loi contre les VBG) et faire plus de plaidoyer auprès des décideurs pour que les femmes puissent être réellement impliquées dans le processus de la paix en occupant notamment des postes de responsabilités. En effet compte tenu de leur position dans la société des "mères" soit des "épouses", leur participation permet à un plus grand nombre d'intervenants de la société de contribuer à la résolution du conflit et favorise ainsi l'acceptation des accords de paix. Elle suscite la conclusion d'accords de paix soutenus par la nation entière plutôt que par une élite.

→ Les processus de ciblage des zones et des bénéficiaires, d'un constat général ont été inclusifs. En effet, pour le ciblage des zones, des ateliers participatifs ont été organisés dans les communes d'intervention du projet comprenant des représentants des leaders communautaires, de la jeunesse, des services techniques, des autorités administratives et locales, le gouvernorat et les structures de mise en œuvre (Search et UNICEF). Pour l'identification des bénéficiaires, également elle fut inclusive, des assemblées communautaires ont été organisées au niveau des communes d'intervention comprenant les représentants des leaders communautaires (chef de village, chef religieux, chef de quartier), des associations de jeunes et de femmes et des autorités locales.

I. Introduction

Le projet "Renforcer la résilience des jeunes des régions du sud au Mali face aux conflits et discours menant à la violence "ANBE GNOKON BOLO" (On est ensemble !) : "La jeunesse unie pour un Mali stable" est un projet conjoint mis en œuvre par UNICEF et Search For Common Ground (Search) dans 12 communes réparties entre trois régions : Kayes, Koulikoro, Sikasso et le district de Bamako. Il est financé par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (United Nations Peace Building Fund - UNPBF) pour une durée de 36 mois partant de février 2020 à Janvier 2023. L'objectif principal de ce projet est de renforcer la résilience des jeunes des régions du sud au Mali face aux conflits et aux discours menant à la violence. Trois résultats sont attendus de la mise en œuvre des activités de cette intervention :

- Résultat 1: Les jeunes jouent un rôle actif dans les mécanismes de prévention et de gestion des conflits au sein de leurs communautés;
- Résultat 2: Les leaders nationaux et locaux (traditionnels, religieux) ainsi que les autorités collaborent avec les jeunes en tant qu'acteurs clés dans les initiatives de prévention et de gestion des conflits;
- Résultat 3: Les jeunes ont accès à des plateformes sûres et inclusives d'échange et de promotion de bonnes pratiques pour la prévention et la gestion des conflits.

A. Objectifs de l'étude de base

Cette étude de base a pour objectif d'établir la situation de référence du projet à partir de laquelle la progression du projet sera suivie et son efficacité évaluée à terme. Il s'agit d'une analyse approfondie pouvant permettre aux équipes programmatiques de Search de:

- comprendre le contexte et les acteurs impliqués dans les dynamiques de conflits autour de la zone du projet,
- faire l'état des lieux de l'inclusion des jeunes dans les processus de paix au niveau local et national,
- analyser la perception des populations, des autorités et des jeunes sur le rôle des jeunes dans la cohésion sociale et la consolidation de la paix.
- analyser et confirmer le ciblage des zones d'intervention, des parties prenantes et des bénéficiaires du projet;
- faire une analyse comparative du projet *Anw Be Gnokon Bolo* et des autres projets financés par le PBF afin de mettre en œuvre un projet qui s'intègre dans la réponse globale apportée par le PBF pour la consolidation de la paix au Mali;
- réviser le cadre de résultat du projet afin de s'assurer que les indicateurs sont SMART et les cibles à atteindre sont fixées;
- évaluer le niveau des indicateurs du projet (par résultat et par produit) et leurs cibles au début de l'intervention ;
- faire des recommandations pour ajuster la stratégie d'intervention et de complémentarité du projet avec les autres actions financées par le PBF et "Ne Pas Nuire"

B. Méthodologie

La méthodologie utilisée pour conduire cette enquête est basée sur une approche mixte en combinant les méthodes quantitatives et les méthodes qualitatives de collecte de données.

1) Approche qualitative

Pour l'approche qualitative, des groupes de discussions (FGD) et des Interviews d'informateurs clés (KII) ont été réalisés. Les focus groupes de discussions ont été réalisés auprès des membres des communautés, tandis que les interviews d'informateurs clés ont touché les autorités administratives et locales, les FDS, les leaders communautaires, les acteurs de la société civile, les professionnels des médias, les membres des ministères et départements techniques concernés, et les agents d'ONG. Au total 36 FGD ont été réalisés dans les 12 communes cibles du projet dont 3 FGD (jeunes, adolescents et femmes) et 94 KIIs ont été réalisés dont 22 leaders communautaires, 10 autorités locales, 21 responsables de la société civile, 7 FDS, 8 professionnels des médias, 13 membres des ministères et départements techniques concernés et 7 responsables des maisons des jeunes. Les zones couvertes par cette étude de base sont les 12 communes d'interventions à savoir : les communes IV, V et VI du District de Bamako, les communes de Kayes, Sadiola et Gogui dans la région de Kayes, les communes de Boura, Misseni et Fakola dans la région de Sikasso et les communes Dilly, Banamba et Nougou dans la région de Koulikoro.

2) Approche quantitative

En ce qui concerne, l'approche quantitative, un sondage a été réalisé auprès de 1068¹ membres des communautés des zones d'intervention en raison de 89 personnes par commune.

3) Assurance qualité des données

Une équipe de 11 superviseurs dont (5 staffs de Search) et 24 enquêteurs ont été recrutés puis formés pendant deux (2) jours et déployés sur le terrain sous la supervision générale de l'équipe DM&E. Les données collectées ont été quotidiennement centralisées sur un serveur créé sur la plateforme www.kobo.humanitarianresponse.info afin d'assurer la sauvegarde et les éventuels réajustements dans les données collectées. Des tablettes ont été utilisées pour la collecte de données via l'application **Kobo Collect**. Les données extraites du serveur ont été traitées et analysées via le logiciel SPSS et le tableur Excel. Les données ont été analysées de manière à prendre en compte la dimension, les spécificités et les dynamiques des conflits dans les 12 communes cibles du projet et de s'assurer de la sensibilité au conflit des activités qui seront mises en œuvre.

¹ La taille de l'échantillon a été déterminée suivant la méthode du sondage aléatoire simple ($p=0.5$, niveau de confiance 95% et marge d'erreur 6%).

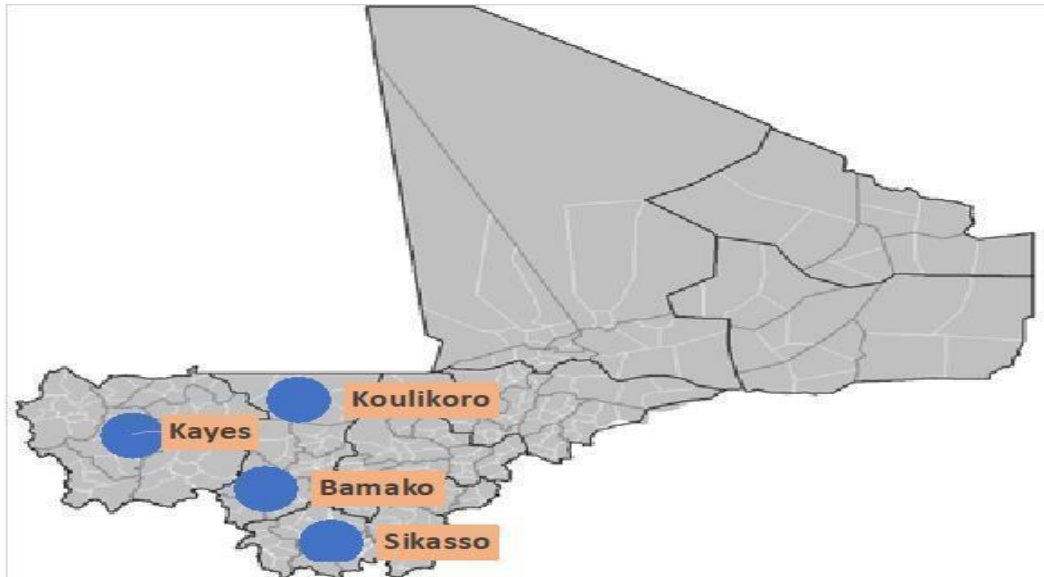
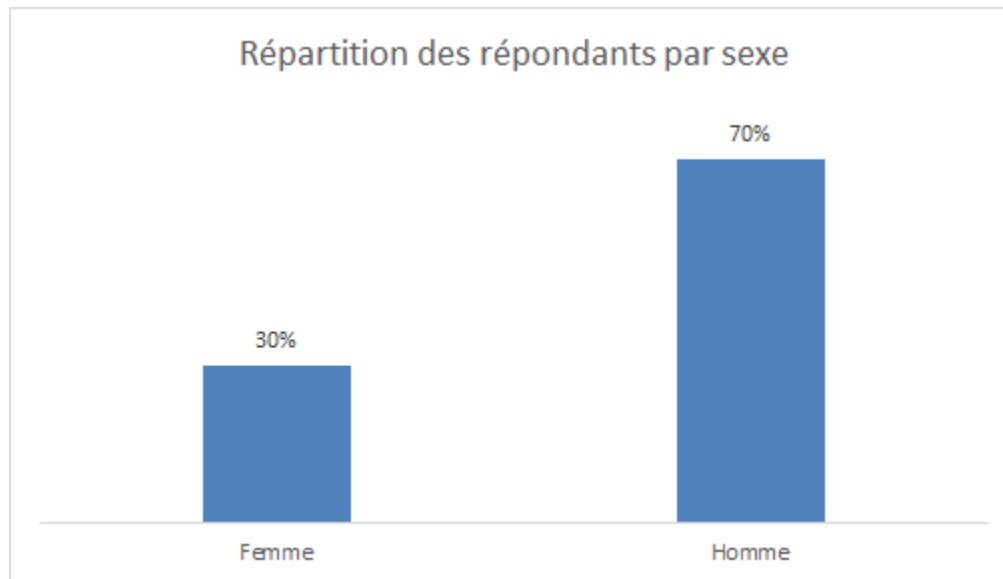


Figure 1: Zones de couverture de l'étude

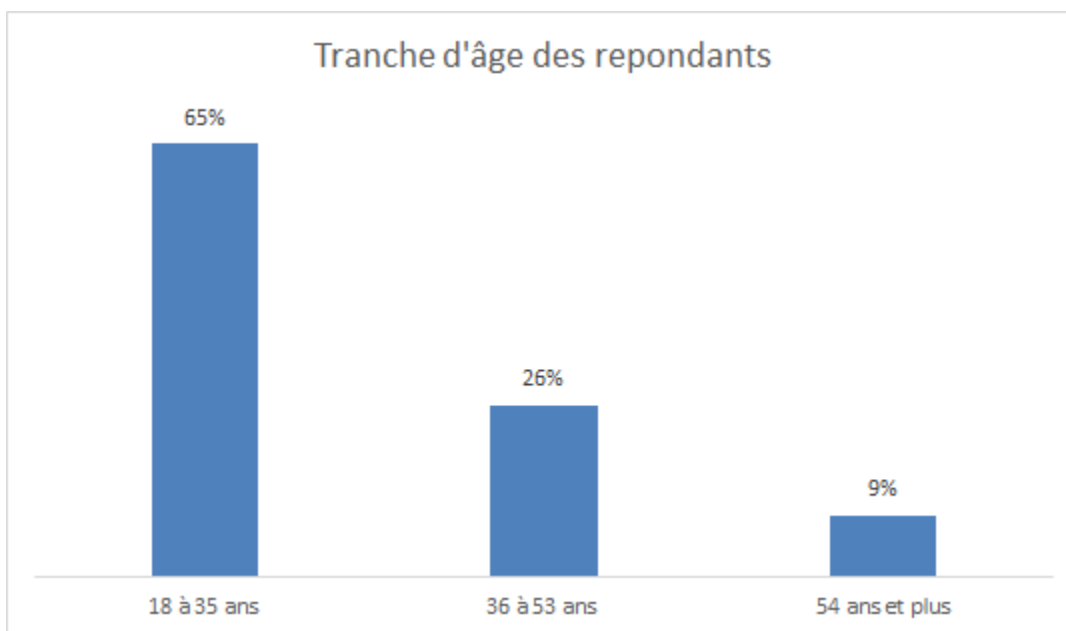
Profil des répondants sondage

Figure 2 : Répartition des répondants par sexe



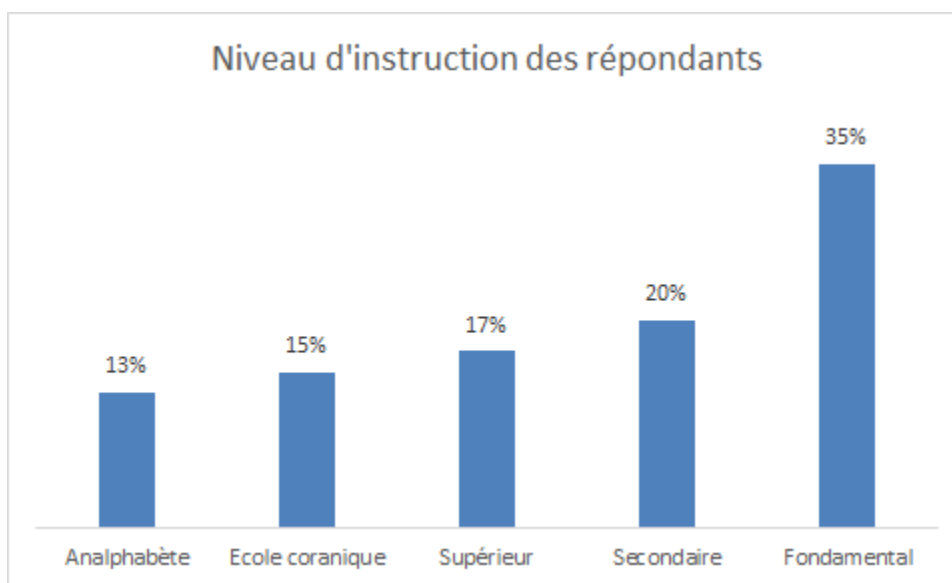
Sur 1068 personnes sondées 70% étaient des hommes soit 748 et 320 femmes.

Figure 3 : Tranche d'âge des répondants



Le constat majeur sur ce graphique est que près des 2/3 tiers des personnes interrogées sont des jeunes de 18 à 35 ans.

Figure 4 : Niveau d'instruction des répondants



72% (supérieur, secondaire et fondamental) des personnes interrogées dans les zones d'intervention sont instruites dans le système éducatif en langue française.

II. Résultats

Les résultats qui sont présentés proviennent des données quantitatives et qualitatives collectées sur le terrain et reflètent objectivement les points de vue des personnes interviewées. Ils donnent un état des lieux de la sécurité, des dynamiques de conflits, des

mécanismes formels et informels de prévention et de résolution des conflits et le niveau d'implication des jeunes et des femmes dans ces mécanismes.

A. Situation sécuritaire actuelle dans les communes d'intervention

L'appréciation actuelle de la situation sécuritaire par les différents acteurs interrogés en KII et en FGD démontre qu'elle reste précaire et volatile sur l'ensemble des zones d'intervention du projet. En effet, les personnes interrogées estiment que la situation sécuritaire est instable. Et cela se caractérise dans les communes de Bamako par des vols de motos, des braquages à main armée souvent en pleine journée. Également dans les communes de Kayes et Koulikoro, la situation sécuritaire est marquée par des enlèvements de véhicules, des braquages, des menaces et quelques incursions de groupes armés non identifiés. Dans la commune de Gogui frontalière avec la Mauritanie, les communautés font face à des conflits liés au non-respect des délimitations locales. Et enfin dans les communes de Sikasso, elle est aussi marquée par des assassinats ciblés et des attaques contre les postes de contrôle notamment dans la commune de Boura. Malgré la situation sécuritaire peu satisfaisante, elle est néanmoins, dans la majorité des zones d'intervention assurée par la police, la gendarmerie, la brigade anti criminelle, la garde nationale et les Forces Armées Maliennes (FAMA). Toutefois dans certaines communes à savoir Nougua à Koulikoro, Misseni et Fakola à Sikasso, la sécurité des personnes et de leurs biens est assurée par des chasseurs de la confrérie Dozo et des groupes de jeunes avec l'appui des FDS. Également dans les communes V et VI de Bamako, des groupes de jeunes s'organisent avec l'appui de la police pour sécuriser les populations et leurs biens. Dans les communes de Dilly à Koulikoro et Boura à Sikasso, la présence des FDS est quasi inexistante.

B. Dynamiques et caractéristiques des conflits recensés

Selon les données recueillies, les différents types de conflits existant dans les zones d'intervention du projet se présentent comme suit :

Localités	Types de conflits existants
Bamako	Conflits fonciers Conflits de leadership en milieu étudiant ou associatif
Kayes	Conflit frontalier Conflit en lien avec l'esclavage Conflits fonciers Conflits liés aux ressources naturelles Conflits ethniques Conflits liés à l'exploitation des sites d'orpaillages
Koulikoro	Conflits liés à l'exploitation des sites d'orpaillage Conflits liés aux ressources naturelles Conflits fonciers Conflits ethniques
Sikasso	Conflits fonciers Conflits liés aux ressources naturelles

1) Conflits fonciers

Le foncier étant devenu un enjeu économique pour les acteurs urbains comme ruraux, la compétition pour y accéder suscite beaucoup de désaccords et de tensions. En effet, les conflits fonciers représentent 29% des conflits recensés lors de cette étude et ces conflits varient de par leur localisation. En milieu urbain, ces conflits sont axés sur les parcelles d'habitation ou des espaces publics, par contre en milieu rural, ils sont plutôt axés sur des espaces cultivables (les champs). Les causes de ces conflits en milieu urbain sont généralement dues à la mauvaise gestion de l'attribution des parcelles par les autorités compétentes, à la spéculation foncière et aussi au non-sécurisation des espaces par l'État. Cependant en milieu rural, les causes sont entre autres les droits coutumiers c'est à dire les droits transférés aux termes de transactions traditionnelles, telle que les prêts ou des dons de champs sont de plus en plus remis en cause et les règles de succession sont violées. Il y a le manque d'espaces cultivables, les avantages économiques liés à certaines spéculations telles que l'anacarde dans la région de Sikasso. Les conséquences sont énormes et varient par leur localisation aussi, en effet, en milieu urbain, les conflits fonciers compromettent la cohésion sociale, l'épanouissement des jeunes qui lorsque les espaces dédiés aux activités récréatives sont utilisés à d'autres fins peuvent pousser ces jeunes et femmes à s'adonner à la drogue, à la dépravation des mœurs ou à augmenter leur situation de vulnérabilité face à la pauvreté dû au manque d'espace pour la réalisation des AGR. Sans oublier, le manque de confiance des riverains aux instances de l'État qui est visible.

Quant au milieu rural, les conséquences sont aussi énormes notamment la fragilisation du tissu social (lien de mariage et autres) entre les communautés et aussi la rupture de confiance entre les communautés et les services de l'État.

Les acteurs impliqués de manière générale sont entre autres les populations (jeunes, femmes etc..), les autorités administratives et locales, les leaders communautaires (chef religieux, chef traditionnel, chef de quartiers), COFO, les autorités judiciaires (magistrats, police, gendarmes), les spéculateurs fonciers, les sociétés civiles et les communicateurs traditionnels (griots, forgeron).

2) Conflits liés à l'accès aux ressources naturelles

Avec 21% sur l'ensemble des conflits recensés, les conflits liés à l'accès aux ressources naturelles ont toujours existé entre les communautés généralement éleveurs et agriculteurs, de même entre divers groupes d'éleveurs ou d'agriculteurs. Et ces conflits ont toujours été résolus par des négociations. Mais au cours de ces années récentes, ces conflits ont pris une nouvelle forme, souvent violente. Ils se manifestent généralement lorsque les cultures des agriculteurs sont endommagées par le passage des troupeaux lors de la transhumance. Quant aux éleveurs, ils estiment que la mise en culture empiète sur les terres pastorales, y compris les pâturages et les couloirs de transhumance. Il y a aussi comme causes le non-respect ou la méconnaissance de la charte pastorale, le manque d'eau en saison sèche (donnant accès aux pâturages de saison sèche) constitue un problème dans certaines régions telles que Kayes, Koulikoro et Sikasso. Ce qui amène les éleveurs et les agriculteurs à rivaliser pour accéder à l'eau qui est assez rare en cette période. Étant donné que l'on accorde généralement la priorité à une utilisation agricole des terres plutôt que pastorale, cela entraîne l'exclusion des éleveurs des points d'eau stratégiques à des moments critiques de l'année.

Les acteurs impliqués de manière générale sont entre autres les agriculteurs, les éleveurs, les autorités administratives et locales, les leaders communautaires (chef religieux, chef traditionnel), COFO, les autorités judiciaires (magistrats, police, gendarmes), les ONG et les communicateurs traditionnels (griots, forgeron).

3) Conflits en milieu scolaire, étudiantin ou associatif

En quelques années, les milieux scolaires et universitaires du Mali sont devenus un théâtre de la violence. En effet, les armes blanches et les armes légères y sont présentes. Selon les répondants les causes de ces conflits qui représentent (14%) des conflits recensés sont généralement liées à la mise en place ou au renouvellement des bureaux de l'AEEEM, le manque de formation en leadership et en vie associative mais aussi l'instrumentalisation de ces jeunes par des hommes politiques profitant de leur situation de vulnérabilité pour des fins politiques. Cette situation a eu pour conséquences l'instauration de la violence dans les milieux scolaires et universitaires, entravant la bonne marche des cours et hypothéquant ainsi l'avenir des jeunes élèves et étudiants. Les acteurs de ces conflits sont les élèves, étudiants, les professeurs, l'État et les hommes politiques.

4) Conflits ethniques

Selon les données recueillies les conflits ethniques au sud opposent en majeure partie les autochtones et les allogènes communément appelés par les autochtones les « étrangers ». Ces conflits qui représentent également (14%) des conflits recensés naissent par le manifeste de la suprématie des autochtones sur les endogènes notamment par le refus d'intégration des endogènes dans la gestion de la commune. Cette situation fragilise la cohésion sociale et augmente le risque d'affrontement entre les différentes communautés. Elle met en retard le développement de la commune car toute initiative bonne ou mauvaise venant des endogènes est rejetée par les autochtones. Les acteurs sont entre les communautés (autochtones, endogènes), les leaders communautaires, les autorités administratives et locales, les sociétés civiles, les médias, les ONG, les communicateurs traditionnels et les ressortissants de la diaspora.

5) Conflit frontalier

Comme dans la plupart des zones frontalières, les conflits entre les communautés vivant de par et d'autre de la frontière ne manquent pas. En effet, le chevauchement, sur les mêmes territoires, le non-respect des normes de démarcation aussi bien sous régionales que nationales, locales et coutumières, les aléas climatiques, le retrait progressif des eaux, et le manque d'espaces cultivables sont à l'origine des tensions. Avec 7% des conflits recensés, les conséquences de ce conflit sont énormes entre autres, l'effritement des liens de bon voisinage, rupture des liens sociaux (mariages etc...), arrêt des échanges commerciaux entre les communautés d'où l'augmentation de la pauvreté, de l'insécurité et de l'exode des jeunes vers des zones plus propices. Les acteurs sont les membres des communautés, les leaders communautaires, les autorités administratives et locales, les sociétés civiles, les médias, les ONG, les communicateurs traditionnels et les FDS.

6) Conflit en lien avec l'esclavage

Selon les données recueillies, l'esclavage est très répandu dans les zones sahéliennes plus précisément dans la région de Kaye et représente 7% des conflits recensés lors de cette étude. Ce n'est pas un groupe ethnique qui en asservit un autre dans la région, c'est un esclavagisme par ascendance, lié à l'hérédité, qui s'apparente à un système de castes. Dans la région de Kayes, des communautés entières sont victimes de violations de leurs droits dues à cette pratique. En effet, lorsque certaines personnes appelées descendants d'esclaves refusent de se soumettre à cette pratique, ils se voient retirer leurs terres de culture ou pire tuer. Les conséquences de ce conflit sont, la rupture de la cohésion sociale entre les communautés

notamment dus aux arrestations des personnes responsables de cette pratique, des morts d'hommes, l'exode des familles d'anciens esclaves et le ralentissement de l'économie de la zone. Les acteurs de ces conflits sont les communautés (les descendants d'esclaves et les descendants de maître d'esclave), les leaders communautaires, les autorités administratives et locales, les sociétés civiles, les médias, les ONG, les communicateurs traditionnels, les ressortissants de la diaspora et les autorités judiciaires (magistrats, police, gendarmes).

7) Conflits liés à l'exploitation des sites d'orpaillage

Avec également 7% des conflits recensés lors de l'étude, l'orpaillage est une pratique très ancienne au Mali. On le fait remonter à l'époque de l'empire du Mali. De cette époque à aujourd'hui, l'orpaillage a connu une croissance considérable en raison, d'une part, des effets conjugués de la situation économique difficile du pays, d'autre part, de l'augmentation du prix de l'or sur le marché international.

Les zones d'orpaillage traditionnelles du Mali, situées dans les régions de Kayes, Koulikoro et Sikasso, enregistrent donc un afflux de personnes qui veulent désormais entreprendre une nouvelle activité réputée porteuse des gains considérables en peu de temps. Cependant, les zones d'orpaillage sont actuellement soumises à des pressions et tensions au regard des rapports complexes entre les orpailleurs, les comités de gestion des sites et les responsables des autorités administratives et locales, ainsi que les détenteurs de titres miniers opérant quasiment sur le même espace. Elles deviennent ainsi des lieux d'affirmation de légitimités contradictoires, de négociations et de confrontations (parfois violentes) et d'intérêts divergents. Les conséquences sont d'autant plus dramatiques, déboisement et déforestation, destruction du sol par les nombreux puits creusés et abandonnés le plus souvent, l'utilisation des produits chimiques pouvant contaminer les eaux souterraines par infiltration, lieu propice pour la dépravation des mœurs, l'utilisation des stupéfiants par les orpailleurs et affrontements souvent sanglants. Les acteurs impliqués sont les orpailleurs (l'ensemble des ouvriers travaillant sur le site d'orpaillage), les comités de gestion des sites, les autorités administratives et locales, les miniers et les leaders communautaires.

C. La cartographie des acteurs impliqués dans les conflits recensés

Localités	Les acteurs déterminant en faveur de la cohésion sociale dans les communes	Les acteurs contribuant à diviser les populations
Bamako	Les autorités coutumières (les familles fondatrices) RECOTRADE ERAR Haut Conseil Islamique Les leaders religieux Les chefs de quartiers Les communicateurs traditionnels (les griots, forgerons etc.....) Société civile (association de jeunes, de femmes etc...)	Les hommes politiques Les leaders religieux Les chefs de quartiers Les spéculateurs fonciers Les élus (maires, députés) Les magistrats (juges....) Les FDS (la police) Les jeunes et les femmes

	<p>ONG nationales et internationales</p> <p>Les médias</p> <p>CAFO</p> <p>Les comités de développement des quartiers</p>	
Kayes	<p>Les autorités administratives et locales (préfets, maires.)</p> <p>Les communicateurs traditionnels (griots, forgerons)</p> <p>La société civile (associations de femmes et jeunes etc.)</p> <p>Les ONG</p> <p>Les médias</p> <p>Les leaders religieux</p> <p>Les leaders traditionnels (chefs de village, notables, chefs de secteur),</p> <p>RECOTRADE</p> <p>COFO</p>	<p>Les hommes politiques</p> <p>Les leaders traditionnels</p> <p>Les magistrats</p> <p>Les ressortissants de la diaspora,</p> <p>Les autorités administratives et locales</p> <p>Les jeunes et les femmes</p> <p>Les leaders religieux</p> <p>Les autochtones</p> <p>Les FDS (la police)</p> <p>Les médias</p>
Koulikoro	<p>Les leaders religieux et traditionnels</p> <p>Les griots et forgerons</p> <p>Les autorités administratives et locales</p> <p>Société civile</p> <p>Les ONG</p> <p>Le comité de gestion des conflits (Nouga Nieta)</p> <p>ERAR</p> <p>COFO</p>	<p>Les groupes armés radicaux</p> <p>Les spéculateurs fonciers</p> <p>Les hommes politiques</p> <p>Les médias</p> <p>Les associations de jeunes</p> <p>Les comités de gestion des sites d'orpillages</p> <p>Les autochtones</p>
Sikasso	<p>Les leaders communautaires</p> <p>Les autorités administratives et locales</p> <p>Société civile (association de femmes et de jeunes)</p> <p>Les FDS</p> <p>COFO</p>	<p>Les hommes politiques</p> <p>Les spéculateurs fonciers</p> <p>La jeunesse</p> <p>Les groupes armés radicaux</p>

D. Les facteurs de connexion et de division

1) Système et Institution

Selon les répondants en KII, la liberté d'agir et d'expression dans le strict respect des lois constituent un facteur de cohésion entre les membres de la communauté. De même, la police et l'administration de proximité sont des facteurs de rapprochement. Également, les services sociaux de base (centre de santé, écoles, marchés, places publiques pour les activités sportives).

Les opportunités économiques fournies par l'État à travers des structures étatiques (APEJ) et les dons provenant de celui-ci favorisent le rapprochement entre les membres des communautés. La création du ministère de la réconciliation qui est l'architecte de la paix et les services de développement social qui viennent en aide aux communautés assistées.

L'instauration des fêtes nationales et la mise en place de la convention sur la gestion des ressources naturelles exemple COFO sont également des facteurs de rapprochement.

En revanche, les éléments dans la politique de l'Etat qui contribuent à diviser les communautés selon les répondants sont entre autres la disparité sociale entre les catégories sociales au niveau de l'accessibilité des services de sociaux de base et la mauvaise gestion des fonds publics.

Propos d'une autorité locale à Bamako : << L'état, souvent, dans sa procédure d'agissement, n'intéresse que certaines catégories sociales par exemple lors des distributions de dons ou de l'octroi des logements. Ce qui peut provoquer des frustrations chez d'autres couches sociales, le défaut de transparence dans la gestion des affaires publiques est aussi facteur de division >>.

Ou encore ***Propos d'un responsable de société civile : << Avec la situation de la COVID, certaines populations locales sont déçues du fait qu'ils n'ont reçu aucune aide de l'état c'est qui n'a pas été le cas dans certaines localités du Mali qui ont été accompagnées >>.***

Également, la discrimination en matière de politique d'emploi et d'insertion des jeunes, le désaccord sur l'accord de paix signé en Alger et la corruption grandissante dans les structures étatiques telles que la justice, la police pour ne citer que celles-ci. La partialité de l'Etat dans les contentieux électoraux est des éléments qui contribuent à diviser les communautés.

2) Attitudes et actions

Selon les répondants en KII, les actions et attitudes qui contribuent à la cohésion sociale entre les communautés se manifestent en général à l'occasion des événements sociaux (mariage, baptême, décès). De plus, la création d'associations (association de femmes, de jeunes ou de tontine etc...) dans les localités a contribué au rapprochement : ***Propos d'un leader communautaire de Fakola : << C'est la collaboration des jeunes qui a fait qu'il y a la paix et cohésion sociale dans notre communauté >>.*** Aussi, les prêches des imams dans les mosquées, l'organisation des journées de salubrité, des activités sportives surtout organisées par les jeunes et les dialogues communautaires sont toutes des actions qui rapprochent les membres de la communauté. ***Propos d'un leader communautaire de Fakola : << Chaque mois nous faisons des rencontres autour de la paix et la cohésion sociale >>.*** Par contre, l'insalubrité et les disputes répétitives dans le voisinage, l'indifférence face aux problèmes et aux moments de réjouissance de son voisin, le refus d'entretenir des liens de mariage avec d'autres ethnies et la ségrégation ethnique qui consiste à séparer les autochtones et les allogènes entre autres sont des actions et attitudes qui divisent en général les communautés.

3) Valeurs, mythe et intérêts

L'appartenance à la même religion est une valeur qui rapproche considérablement les membres d'une communauté. ***Propos d'un leader communautaire de Bamako : << L'islam par exemple est une croyance qui contribue à rapprocher et aussi à renforcer la collaboration entre les communautés >>.*** Ou encore ***Propos d'une autorité locale de Kayes : << Au niveau de la communauté musulmane certains leaders religieux ont initié depuis un certain moment une activité de nettoyage des cimetières chrétiens chaque année et cette activité rapproche les deux communautés >>.*** De la même manière que les pratiques religieuses rapprochent, elles peuvent aussi diviser. En effet, nous assistons maintenant à des ramifications au sein d'une

même religion dont chaque partie pense que sa vision est la meilleure et ceci a évidemment causé d'énormes problèmes au sein des communautés.

4) Symbole

Comme symbole culturel pouvant rapprocher les communautés, nous pouvons citer les fêtes nationales (8 mars, 22 septembre et autres), les fêtes traditionnelles comme le Nama à Nougua qui a lieu tous les cinq ans, la danse des masques à Boura, le rituel Zolo à Fakola, les journées balafon à Misseni, le Sandiya et les mariages collectifs à Banamba, la biennale à Bamako et les courses de chevaux. *Propos d'un responsable de la société civile de Kayes : << Il y a les concours musicaux entre les jeunes qui favorisent la collaboration entre toutes les communautés >>*. Par contre, Il existe un certain nombre de styles de musique qui sont souvent source de discorde entre les générations tel que le Hip Hop ou Rap dont certaines personnes trouvent les paroles indécentes dépourvues de toute éducation. Il y a aussi les balani show que beaucoup de personnes ont qualifié comme une source de dépravation des mœurs qui a fini par être interdite par les autorités. *Propos d'une autorité judiciaire de Bamako : << La musique telle que le balani show il y a certains qui sont pour et d'autres contre et cela constitue l'un des facteurs de division >>*.

E. L'état des lieux des mécanismes de prévention et de gestion des conflits et l'implication des jeunes, adolescents et femmes dans le processus de résolution des conflits

Les conflits en général, sont gérés en premier lieu par la médiation notamment sous la conduite des leaders communautaires (chefs traditionnels et religieux), les communicateurs traditionnels (griots, forgeron...), les ERAR, le Haut Conseil Islamique, la société civile et les comités locaux de gestion des conflits. Si le processus n'aboutit pas, les parties font recours aux autorités judiciaires (police, gendarmes, juges...).

1) Le recours à la médiation

94% des personnes interrogées en KII estiment que le recours à la médiation est plus sollicité dans les zones d'intervention. Selon les répondants cette médiation peut se faire sous plusieurs formes. En cas de conflits, l'imam, le chef coutumier, le chef de quartier ou encore une personnalité respectable etc.....au sein de la communauté peut être saisi par l'une ou les parties avec l'aide de ces conseillers un terrain d'entente peut être trouvé et ceux-ci veillent à l'application stricte de l'accord. Soit cette médiation peut aussi se faire avec l'aide des hommes de castes (griots...) qui ont la vocation de maintenir la cohésion sociale entre les nobles.

Selon les données recueillies 88% des répondants sur l'ensemble des zones d'intervention estiment que le recours à la médiation est un mécanisme qui fonctionne bien car généralement la résolution des conflits par ce mécanisme tient compte des coutumes, les valeurs éthiques et morales sociétales du milieu. Il tient également compte des conventions sociales intercommunautaires telles que les pactes entre ethnies et entre communautés établies au fil de l'histoire et des années pour gérer les conflits. Ces considérations sont très importantes pour la cohésion sociale dans les zones d'intervention du projet. Par contre, 12% des personnes interrogées pensent le contraire. Selon eux, les personnes en charge du fonctionnement de ce mécanisme manquent de formation sur les techniques de médiation et de gestion des conflits.

Parlant de la représentativité ou l'implication des jeunes dans ce mécanisme, selon les données en KII, le pourcentage varie de région en région. A Bamako, dans les communes (IV, V et VI),

71% des répondants estiment que les jeunes sont partie prenante dans le fonctionnement de ce mécanisme. Et ce taux est de 90% à Kayes dans les communes de Kayes ville, Sadiola et Gogui. A Koulikoro 88% dans les communes de Banamba, Nougata et Dilly et 65% à Sikasso dans les communes de Misseni, Boura et Fakola.

Quant à la participation des femmes, à Bamako, 71% des répondants estiment que les femmes sont partie prenante dans le fonctionnement de ce mécanisme. Également, ce taux varie de région en région, à Kayes 80%, à Koulikoro 69% et à Sikasso 48%. ***Mais ces données sont contredites par le sondage auprès des populations, seulement 39% des répondants estiment que les jeunes sont représentés dans le mécanisme recours à la médiation conduite par les leaders communautaires.***

Il est à constater que cette implication des jeunes et femmes dans le recours à la médiation est relative en fonction du dispositif de médiation utilisé. Selon les données recueillies, le recours à la médiation conduite sous l'égide des leaders communautaires (chefs de village, Imam...) offre peu de perspectives pour l'inclusion des jeunes et femmes à cause des barrières traditionnelles et culturelles. Dans ce dispositif, ils s'occupent principalement des aspects d'ordres organisationnels (mobilisation, véhiculer les informations etc...).

Lors de l'étude, d'autres dispositifs de prévention et de gestion des conflits en lien avec la médiation ont pu être identifiés. Il s'agit des comités locaux de gestion des conflits généralement constitués de jeunes, femmes, chefs traditionnels, conseil communal etc... et les associations (jeunes et femmes). Cependant, la redynamisation de ces mécanismes peut améliorer l'inclusion des jeunes et la prise en compte de leurs opinions dans la prévention et la gestion des conflits au sein des communes d'intervention.

2) Le recours à l'autorité judiciaire (police, gendarmerie et tribunal)

Selon les données, 6% sur l'ensemble des répondants ont mentionné ce moyen de règlement dans les communes de Bamako. Par contre, toutes les personnes interrogées dans les communes de Kayes, Koulikoro et Sikasso ont plutôt préféré faire référence à la médiation. Et 67% parmi les répondants issus des communes de Bamako estiment que ce mécanisme fonctionne correctement contre 33% qui pensent le contraire. Selon eux, il faut que les autorités judiciaires soient plus intègres et impartiales dans l'exercice de leurs fonctions. Pour eux, sans ces améliorations, les procédures de justice n'ont pas de valeur ajoutée pour les populations.

F. Analyse de la perception des populations et des autorités sur le rôle des jeunes dans la cohésion sociale et la consolidation de la paix

1) Les jeunes de 18 à 35 ans

96% des répondants estiment que les jeunes de 18 à 35 ans peuvent contribuer à la cohésion sociale, à la prévention et la gestion des conflits. Et pour y parvenir de façon efficace, ils doivent d'abord prendre conscience de leur importance et de leurs responsabilités au sein de la communauté, ensuite se former sur les techniques de prévention et de gestion des conflits. Ils doivent également s'organiser en association afin de s'impliquer dans le processus de la consolidation de la paix et de la cohésion sociale en multipliant les actions de sensibilisation auprès des communautés et les rencontres d'échanges avec toutes parties prenantes en vue de créer les conditions idoines pour un bon vivre ensemble. Ils doivent aussi initier et mettre en

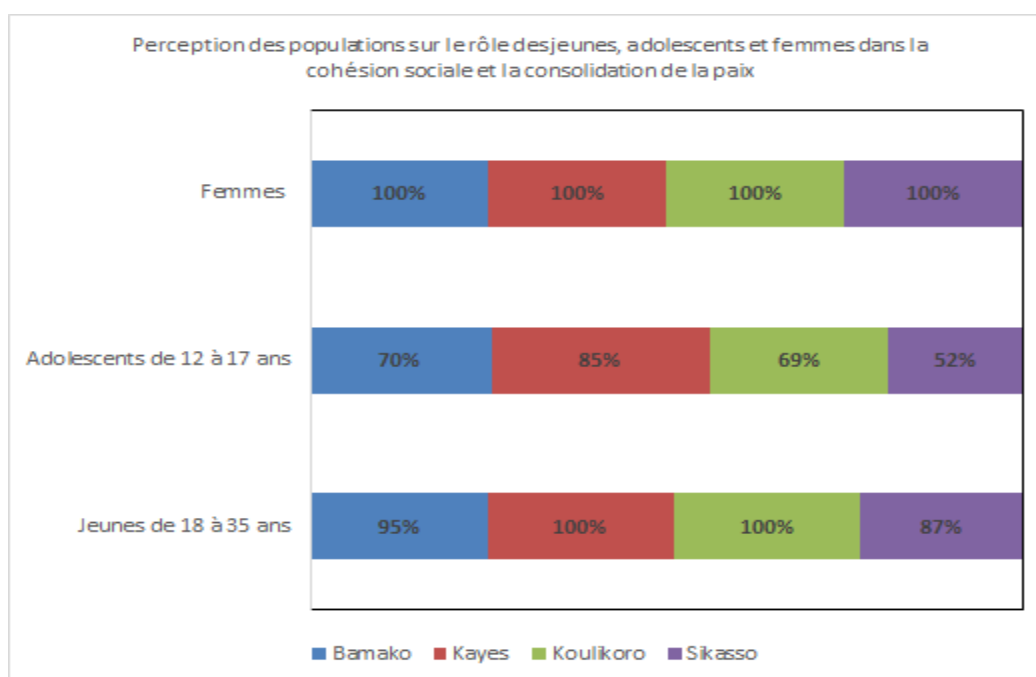
œuvre des activités et projets conformément à leurs besoins et à leurs aspirations afin de se faire entendre au plus haut niveau de l'Etat.

2) Les adolescents de 12 à 17 ans

69% des répondants affirment que les adolescents peuvent contribuer à la cohésion sociale et contribuer à prévenir et gérer les conflits. Pour mieux le faire, il faut d'abord les former sur les mécanismes de prévention et de gestion des conflits, ensuite créer des relations de collaboration entre eux et avec d'autres générations pour qu'ils puissent parfaire leur apprentissage et promouvoir leur propre autonomisation. Ils doivent être également soutenus en ayant accès à des plateformes leur permettant de répondre à leurs besoins, de faire entendre leur voix et être soutenus dans leurs actions de plaidoyer auprès des hautes autorités nationales qui élaborent des politiques et stratégies pour un développement inclusive. En outre, 31% pensent que les adolescents sont immatures ou incapables de discernement, ou encore que leurs idées et opinions ne sont généralement pas prises en compte.

3) Les femmes

La totalité des personnes interrogées affirment que les femmes peuvent contribuer à la cohésion sociale et contribuer à prévenir et gérer les conflits. Et pour parvenir à le faire de manière idoine, il faut une prise de conscience ainsi qu'un développement des compétences des femmes en matière de négociation et de médiation. De plus, il faut veiller au renforcement et à l'application des politiques et engagements pris par l'Etat sur le plan national et international en faveur des femmes. Faire plus de plaidoyer auprès des décideurs pour que les femmes puissent être réellement impliquées dans le processus de la paix en occupant notamment des postes de responsabilités. En effet compte tenu de leur position dans la société des "mères" soit des "épouses", leur participation permet à un plus grand nombre d'intervenants de la société de contribuer à la résolution du conflit et favorise ainsi l'acceptation des accords de paix. Elle suscite la conclusion d'accords de paix soutenus par la nation entière plutôt que par une élite.



Sur ce graphique, nous constatons que la quasi-totalité des personnes interrogées dans les différentes régions estiment que les femmes et les jeunes peuvent jouer un rôle prépondérant dans la cohésion sociale et la consolidation de la paix mais pour que cela soit une réalité, il faut une prise de conscience, un renforcement de capacité, des actions de sensibilisations communautaires et de plaidoyer auprès des hautes autorités.

Par contre concernant les adolescents, 31% des personnes interrogées dans les différentes régions d'intervention du projet, estiment que les adolescents sont immatures ou incapables de discernement, ou encore que leurs idées et opinions ne sont généralement pas prises en compte.

G. Le niveau des indicateurs au début du projet

La spécificité du cadre de résultats du projet **Anw Be Gnokon Bolo (On est ensemble)** est qu'un seul indicateur a pu être renseigné lors de l'étude de base à savoir **l'indicateur 1.2**. Les autres indicateurs ne peuvent être renseignés que pendant la mise en œuvre des activités terrain. Par conséquent, il est important de réviser le cadre de résultat du projet afin de s'assurer que les indicateurs sont SMART et les cibles à atteindre sont fixées. Ce cadre de résultats en dessous est une proposition qui peut faire l'objet d'amendements en concertation avec les équipes de mise en œuvre.

	Baseline du projet	Cible du projet	Commentaires
Objectif Global: Renforcer la résilience des jeunes des régions du sud du Mali aux conflits et discours menant à la violence			
Résultat Attendu 1 : Les jeunes jouent un rôle actif dans les mécanismes de prévention et de gestion des conflits au sein de leurs communautés			
Indicateur 1.2: % de personnes interrogées estiment que les opinions des jeunes sont prises en compte dans la gestion des conflits au sein de leur communauté	48%	60%	

<p>Indicateur : % des personnes interrogées qui estiment que la jeunesse est représentée dans les instances de prévention et de gestion des conflits dans leur communauté</p>	39%	TBD	<p>Selon les données issues des KII et des FGD, cet indicateur est évalué en moyenne à 79% dans les communes d'intervention. Ainsi nous constatons une nette différence d'appréciation entre les données qualitatives et quantitatives en lien avec cet indicateur</p>
<p>Indicateur : % de personnes interrogées qui estiment avoir reçu une formation sur les renforcements de capacités et de connaissances sur la gestion pacifique des conflits et l'engagement citoyen</p>	12%	TBD	
<p>Indicateur : % des personnes interrogées qui affirment avoir participé à des activités de mobilisation communautaire organisées par des jeunes sur la gestion pacifique des conflits et l'engagement citoyen</p>	41%	TBD	
<p>Résultat Attendu 2: Les leaders nationaux et locaux traditionnels, religieux et autorités collaborent avec les jeunes en tant qu'acteurs clés dans les initiatives de prévention et de gestion des conflits</p>			
<p>Indicateur : % des personnes interrogées qui affirment avoir participé à une rencontre sur le mécanisme de dialogue mis en place entre les jeunes, les leaders locaux et les autorités locales</p>	20%	TBD	
<p>Résultat Attendu 3 : Les jeunes ont accès à des plateformes sûres et inclusives d'échanges et de promotion de bonnes pratiques pour la prévention et la gestion des conflits</p>			
<p>Indicateur : % des personnes interrogées qui affirment l'existence des radios au sein de leur commune qui diffusent les messages sur la cohésion sociale</p>	62%	TBD	

Indicateur : % des personnes interrogées qui ont connaissance de l'existence des maisons ou centres de jeunes fonctionnels au sein de leur communauté	49%	TBD	
--	-----	-----	--

III. Conclusion

L'étude a permis de recueillir des informations dans chacune des 12 communes d'intervention notamment sur la situation sécuritaire, les dynamiques des conflits, l'existence des mécanismes de prévention et de gestion des conflits et l'inclusion des jeunes et des femmes dans ces instances. Sur le plan sécuritaire, la situation est précaire, volatile et des similitudes importantes d'incidents apparaissent entre les communes, ce qui veut dire que chaque commune devra faire un effort considérable dans le partage des informations fiables à travers les professionnels des médias et la bonne collaboration avec les FDS. Plusieurs conflits ont été identifiés dont certains spécifiques à la zone comme les conflits liés au non-respect des démarcations, à l'esclavage, en milieu étudiant, scolaire ou associatif, à l'exploitation des sites d'orpillages et d'autres transversales aux communes d'interventions tels que le foncier, le problème d'accès aux ressources naturelles et des tensions entre les ethnies.

La pertinence du projet est démontrée par le faible taux de 39% selon le sondage, des répondants qui estiment que les jeunes et les femmes ne sont pas impliqués à hauteur de souhait, dans les mécanismes de prévention et gestion de ces conflits en occurrence le recours à la médiation. Et de plus, c'est seulement 48% des répondants qui estiment que les opinions des jeunes sont prises en compte dans la gestion de ces conflits. Cependant d'autres dispositifs de médiation ont pu être identifiés lors de cette étude en occurrence les comités locaux de gestion des conflits et les associations de jeunes et femmes. En redynamisant ou/et en mettant en place ses comités locaux de gestion des conflits, tout en tenant compte l'inclusivité et l'équité au sein de ses comités et en s'appuyant sur les associations de jeunes et de femmes, ces indicateurs pourront être alors des facteurs clés pour la réussite de ce projet.

IV. Recommandations

Afin de permettre aux programmes de Search, l'Unicef et les autres parties prenantes de mener à bon port le projet, les recommandations suivantes ont été formulées : (voir annexe 5)

A l'endroit de Search et UNICEF

- Soutenir la mise en place et/ou la redynamisation des mécanismes locaux de gestion des conflits (les comités locaux de gestion des conflits) et assurer la formation des structures traditionnelles locales de médiation à la prévention et gestion de conflits ainsi qu'aux différentes techniques de médiation ;
- S'assurer du respect de l'équité du genre dans la composition desdits comités.

- S'appuyer sur les associations de jeunes et femmes formelles au niveau des autorités locales pour la mise en place des mécanismes de gestion des conflits dans les communes d'intervention du district ;
- Sensibiliser et informer les communautés à l'existence des comités locaux de gestion des conflits et leur rôle ;
- Renforcer les capacités en techniques de prévention, de gestion et de médiation de conflits des acteurs principaux du projet (les jeunes, les adolescents et les femmes)
- Renforcer les acteurs des médias dans la diffusion d'informations fiables, permettant d'apaiser les tensions entre les communautés ;
- S'assurer de la représentativité de tous les acteurs surtout les jeunes, adolescents et femmes lors de la mise en œuvre des activités du projet ;
- Renforcer les mécanismes de coordination entre les autorités administratives et locales, les leaders communautaires, les jeunes, les adolescents et les femmes par le biais des rencontres opérationnelles périodiques permettant de favoriser le dialogue et d'affiner les analyses de risques et les réflexions sur la mitigation des risques de conflits ;
- Faciliter la mise en place des cadres de concertation et de dialogue intergénérationnel entre les leaders communautaires et les jeunes, adolescents ainsi que les femmes afin de restaurer et de renforcer le leadership et la participation à la prise de décision de ces derniers dans les instances de gestion des conflits ;
- Promouvoir la coexistence pacifique à travers la poursuite de la sensibilisation des communautés sur la cohésion sociale/coexistence pacifique, la formation sur l'éducation à la paix et à travers les médias, l'organisation des événements culturels et sportifs spéciaux ;
- Mener des actions de plaidoyer auprès des autorités pour une meilleure valorisation du rôle des jeunes, des adolescents et des femmes dans la résolution des conflits et la promotion des droits humains ;
- Mettre en place ou réhabiliter des espaces sûrs pouvant servir aux jeunes de lieux de rencontre, d'échanges, de partage d'expériences, de formation et de divertissement.

A l'endroit des communautés

- Promouvoir la cohésion sociale et la consolidation de la paix en multipliant les actions de sensibilisation auprès des communautés, les rencontres d'échanges avec toutes parties prenantes en vue de créer les conditions idoines pour un bon vivre.
- Sensibiliser et informer les communautés à l'existence des comités locaux de gestion des conflits et leur rôle ;

A l'endroit de l'Etat

- Renforcer le pouvoir économique des jeunes, des adolescents et des femmes en les permettant de mettre en oeuvre des AGR pour atténuer leurs vulnérabilités ;
- S'assurer du renforcement et à l'application des politiques et engagements pris par l'Etat sur le plan national et international en faveur des femmes (par exemple la loi 052 portant promotion du genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives ou la loi contre les VBG)

- V. Termes de Références
- VI. Outils de collecte
- VII. Annexes

Annexe 1: fiche d'identification des chaînes radios

FICHE DE D'IDENTIFICATION DES CHAÎNES RADIOS							
Localité	Les radios que vous écoutez dans votre commune	Les émissions favorites pour la radio 'nom de la radio'	La station radio la plus écoutée dans votre commune	L'émission favorite la plus suivie sur cette station radio	Les heures de diffusion de cette émission	Les heures ou période de la journée pendant lesquelles les habitants écoutent la radio	Le contact d'un responsable, journaliste ou animateur de la radio 'nom de la radio'
District de Bamako	Liberté, Radio citoyenne, Kledu, Chaîne2, Giunta Nieta, Remparts, ORTM, 97.9 FM	Les prêches de Farouk (radio citoyenne) ; Baroni (liberté) Voix de cœur (kledu) ; Emission 20/20 (Chaîne 2) ; Emission de DJose Rraoré (Nieta)	Liberté ; Chaîne2, Giunta ; Nieta ; Kledu	Baroni sur Liberté 20/20 d'oumou diarra sur Chaîne 2 Guintan la voix des femmes "Nieta: dow kibaru Guintan: la voix des femmes, dramane djibo"	Entre 10h à 12h Entre 19h 20h 10 Entre 22h à 1h00	Matin Après midi Soir	20 20 20 28 (Guintan) 78 70 28 25 (Liberté) Yaya Traoré 76 93 52 63 Grand J (Liberté)

		<p>Emission Dramane Djibo aw ni sogoma" (Guinta) ;</p> <p>Emission de Baba diarra (Guintan) Gnet</p> <p>Blangalaman"(Ni eta) ;</p> <p>Journal sport sur (radio remparts) ;</p> <p>"Journal en Bambara (Kledu) ;</p> <p>Ambiance Musicale de Grand J (Liberté)</p>		<p>Baroni sur Liberté</p> <p>La voix de cœur sur Kledu</p>			
Kayes ville	<p>La radio rurale ;</p> <p>Radio la kynésienne, nostalgie, Taré Taré, Seko fm, voix des jeunes Sahel, radio saha, djiguiya fm</p>	<p>Soninkara sougou, journal diffusé, Mady Kaam moussoundou sur Radio Rurale, l'émission Tabalé, émissions 360 degré,</p> <p>L'émission mali rap sur Radio nostalgie,</p> <p>Le Baroni de la radio sahel.</p> <p>Radio saha : débat sur la</p>	<p>La radio rurale ;</p> <p>Radio la Kayesienne ;</p> <p>La radio nostalgie ; radio sahel, et radio saha, voix des jeunes, djiguiya fm</p>	<p>L'émission Tounkaranké sur radio rurale</p> <p>L'émission mana, l'émission bling bling, l'émission Malim sur Radio la Kayesienne</p> <p>Tabalé sur Nostalgie</p> <p>Débat sur l'islam et Baroni sur Radio sahel</p>	<p>Entre 10h à 12h</p> <p>Entre 19h 20h 10</p> <p>Entre 22h à 1h00</p>	<p>Matin</p> <p>Après midi</p> <p>Soir</p>	<p>Boubacar Niane</p> <p>71 46 45 36 radio la Kayesienne</p>

		<p>religion, et la revue de la presse."</p> <p>"La kayesienne : émission de malime (manna), Voix de jeune : Baroni, Djiguiya fm : manna"</p>					
Sadiola	<p>RFI, Radio Gnakale Radio Bambouck, Radio rurale de kayes, Radio djèkafo</p>	<p>Le journal, priorité santé, vous m'en direz les nouvelles sur RFI Baroni, émission peulh sur Gnakale Baroni sur Radio Bambouck Musique de terroir, débats sur les activités de la commune, émission sur la santé "Émission Rap: radio Bambouck Djèkafo : émission infos en bambara, Goundo barro</p>	<p>Radio Bambouck Radio Gnakale</p>	<p>Jekafo Baroni Le journal en bambara de la radio djèkafo Émission Rap Goundo barro</p>	<p>Entre 10h à 12h Entre 19h 20h 10 Entre 22h à 1h00</p>	<p>Matin Après midi Soir</p>	<p>Seydou dit Thiass maïga 79 40 16 16 Radio Bambouck</p> <p>NELBY:78 82 40 98</p> <p>Oumou Touré dite saramani 91053998</p>

Banamba	Radio Kafo Koukan, Faso Kanou, l'ORTM, Radio Nieta	Radio Kafo Koukan : l'émission Baroni, jeux questions réponses, ambiance midi Radio Faso Kanu : l'actualité hebdomadaire de la Radio Ortm : le journal de l'ortm	Radio Kafo Koukan et Faso Kanou	Kunafoni kene sur radio Faso kanu L'éducation Les contes, et ambiance midi de la radio Kafo kunkan"	Entre 10h à 12h Entre 19h 20h 10 Entre 22h à 1h00	Matin Après midi Soir	77 77 14 65 78 80 82 73
Dilly	La radio Sambory	Les émissions favorites sont : la prêche, revus des presses, la santé, le journal, sport et Foulfoulde	La radio Sambory	Les émissions favorites sont : la prêche, revus des presses, la santé, le journal, sport et Foulfoulde	Entre 10h à 12h Entre 19h 20h 10 Entre 22h à 1h00	Matin Après midi Soir	76 06 12 36 73 00 96 54 91 53 04 50 76 60 20 31 74 69 66 91 79 44 03 83
Nouga	Radio Binkadi, Radio Sélingué (NIEN FOUILA), Radio Bakama, Radio Konbadani, Radio citoyenne, Radio Baya, Radio Kokoyo, Radio konbada	Baroni sur la radio Bakama Prêches sur la radio Kon Babani Baroni de la radio Baya Baroni de la radio Bakama	Radio Bakama	L'émission Baroni	Entre 10h à 12h Entre 19h 20h 10 Entre 22h à 1h00	Matin Après midi Soir	
Boura	Radio Neema et RFI	Radio Neema: Sourafana Damou	La radio Neema	Sourafana damou	Entre 10h à 12h Entre 19h 20h 10 Entre 22h à 1h00	Matin Après midi Soir	66 85 26 59, Radio Neema

		Le journal de RFI en langue Bambara					70 29 06 88, radio Neema
Fakola	Radio Yorobadougou Radio ORTM	Kunafoni kené, bamakan kunafoni, Kalanko, Donso kené, Keneya kené", guiguin grin sur Radio Yorobadougou Baroni sur ORTM	Radio Yorobadougou	Kunafoni kené, bamakan kunafoni, Kalanko, Donso kené, Keneya kené", guiguin grin sur Radio Yorobadougou Baroni sur ORTM	Entre 10h à 12h Entre 19h 20h 10 Entre 22h à 1h00	Matin Après midi Soir	
Misseni	Radio Tcheborogo Radio Zanifogon,	Émission Baroni et le journal en langue locale sur Tcheborrogo Boroni, émission wassoulou foli a la Radio Zanifogon. Hakili Djabou kene radio Tcheborogo, Baroni à la radio zanifogon	Radio Tcheborogo Radio Zanifogon,	Émission Baroni et le journal en langue locale sur Tcheborrogo Boroni, émission wassoulou foli a la Radio Zanifogon. Hakili Djabou kene radio Tcheborogo, Baroni à la radio zanifogon	Entre 10h à 12h Entre 19h 20h 10 Entre 22h à 1h00	Matin Après midi Soir	Adama Diabate 77024717 de la radio Tcheborogo Hamidou Diarra, 72348532, Adama Diabate 74024717

Annexe 2: fiche d'identification des chaînes de télévision

FICHE DE D'IDENTIFICATION DES CHAÎNES DE TÉLÉVISIONS						
Localité	Les chaînes télés que vous suivez dans votre commune	Les émissions favorites pour la chaîne télé 'nom de la chaîne télé'	La chaîne télé la plus suivie dans votre commune	L'émission favorite la plus suivie sur cette chaîne télé	Les heures de diffusion de cette Émission	Les heures ou période de la journée pendant lesquelles les habitants suivent la télé
District de Bamako	Renouveau tv, Cherifla tv, renouveau tv, Ortm 1,2 Cherifla, TM1, 2, ENERGIE TV, Africable M7 TV, Hondou TV, liberté TV Novelas TV, Nieta TV, Sunna TV, Horoya tv	Bon appétit sur renouveau tv, Kobéye sur TM1; théâtre adja ni Bemba sur cherifla, théâtre Awa ni kalifa sur tm2, Le journal en bambara à la télé Énergie TV, émission Dinè baro à la télé Cherifla Ortm : top Etoile Cherifla : journal en bambara et prêche, Africable: débat du dimanche" Le débat politique sur renouveau tv, Journal de 20h sur l'ORTM, Journal de 21h sur cherifla tv,	Renouveau tv et cherifla tv	Théâtres, prêches sur Cherifla tv Bon appétit, débats politiques sur renouveau tv	Entre 10h à 12h Entre 19h 20h 10 Entre 22h à 1h00	Matin Après midi Soir

		les théâtres Kanté ni Kanouté sur ORTM 1				
Kayes ville	La kayesienne, ORTM Africable, Cherifla, TM2, FRANCE 24 Novelas TV, Canal plus	Journal télévisé sur ORTM Africable: débat du dimanche, Africa show, grand sumu Cherifla : journal langue nationale, prêcheurs France 24 : infos internationales Canal plus : l'émission sport", Cinéma	Cherifla tv	Journal en langue nationale, le débat sur la religion musulmane et prêches	Entre 10h à 12h Entre 19h 20h 10 Entre 22h à 1h00	Matin Après midi Soir
Sadiola	La kayesienne, ORTM Africable, Cherifla, TM2, FRANCE 24 Novelas TV, Canal plus	Journal télévisé sur ORTM Africable: débat du dimanche, Africa show, grand sumu Cherifla : journal langue nationale, prêcheurs France 24 : infos internationales Canal plus : l'émission sport", Cinéma	Canal plus et cherifla	Les sports sur canal plus et les prêches et les zikiri sur cherifla TV	Entre 10h à 12h Entre 19h 20h 10 Entre 22h à 1h00	Matin Après midi Soir

Banamba	Renouveau TV, Ortm 1 et 2 et Cherifla TV, Novelas TV, France 24, TM 1 et 2	Les débats de politiques Renouveau TV Le journal de l'ortm 1, L'émission sur les attitudes des hommes, journal sur Cherifla ; les informations du monde sur France 24, TM2 documentaire et émission Kow bai	Ortm et Cherifla tv	Le journal en langue nationale Bamanankan sur Cherifla tv Royaume des enfants sur ORTM	Entre 12 à 14 h Entre 20h à 22h 10	Matin Après midi Soir
Dilly	ORTM 1 ET 2, CHERIFLA TV , RENOUEAU TV ORTM 1 et 2, CHERIFLA TV G alwal, MBC drama, , France 24, tv5 Afrique, canal+sport	Le journal en langue bambara et peul, les prêches à l'ORTM 1 ; La revue des presses (journal en langue bambara), les prêches sur cherifla tv Feuilletons, musique tv MBC drama Wadioulou kènè Informations, sports.	CHERIFLA TV	Le journal en Bambara, les prêches,	Entre 12 à 19 h Entre 20h à 22h 10	Matin Après midi Soir
Nouga	TM1, TM2 et Cherifla TV	journal tv en bambara conseils	Cherifla tv	Le journal en Bambara, les prêches,	Entre 20 à 22h	La nuit

		musulmans sur Cherifla TV le Films, comédies sur TM		les théâtres		
Boura	Ortm 1 et ortm2	Journal	Ortm 1 et 2	Journal	Entre 12 à 15h	Journée et nuit
Fakola	Cherifla tv Énergie tv, TM2, ORTM	Cherifla : journal en langue locale, prêches ORTM : sport, Films, journal TM2 : émission top Énergie tv : journal en Bamanankan	Cherifla tv	Journal en Bamanankan	Entre 19 à 20h	La nuit
Misseni	Cherifla tv	Cherifla : journal en langue locale, prêches	Cherifla tv	Journal en Bamanankan	Entre 19 à 20h	La nuit

Annexe 3: fiche d'identification des maisons de jeunes

Centre enquêté	Responsable	Contact	Matériels existants	Besoins	Photo
Centre de Daoudabougou	Kassim Sidibé	73 18 63 64	Aucuns matériels existants	Bâche, chaises, eau, électricité, ordinateurs, un personnel pour la gestion	
Centre de Lafiabougou bougoudani	Famory Keita	76 45 63 48	Electricité, eau, chaises 60, tables 10, ordinateurs	Une salle informatique équipée et dallage de la cour du foyer	
Centre de Magnambougou	Samake Aboubacar	79 17 28 46	Electricité	Aménagement total du site	
Centre de Kayes Plateau	Kouli Fan Keita	74 47 74 36	Electricité et eau, pas de matériels	La rénovation de la salle, créer une buvette dans la cour et matériels (chaises, tables etc.)	
Centre de Kayes Légal Ségou	Mamadou Kampo	79 44 66 68	Electricité, eau, tables 8, chaises 30, la sonorisation 2, un ordinateur,	Les bâches, rénovation des toilettes	
Centre de Sadiola	Massama Camara	75 24 20 44	Forage (1) Chaises (450) Table (1)	Construction de logements et Salle de conférence	

			Fauteuil		
--	--	--	----------	--	--

•

Annexe 4: Dynamique des conflits recensés

Localités	Les types de conflits	Les causes profondes de ce conflit	Les causes récentes de ce conflit	Les acteurs de ce conflit	Les intérêts et/ou leur motivation	Tendance à trouver terrain d'entente ou pas	Les conséquences de ce conflit
-----------	-----------------------	------------------------------------	-----------------------------------	---------------------------	------------------------------------	---	--------------------------------

<p>Bamako</p>	<p>Conflits fonciers</p>	<p>Les spéculations foncières</p>	<p>La non sécurisation des espaces publics</p>	<p>La population et les jeunes particulièrement quand il s'agit des espaces de sport et de loisirs des jeunes</p>	<p>A la recherche du gain facile pour les spéculateurs et pour la population la préservation des espaces publics et soit de leurs biens</p>	<p>Des rares fois ils parviennent à trouver des solutions mais il faut aussi signaler que certains décident carrément de se radicaliser surtout en ce qui concerne les jeunes</p>	<p>Ceci compromet la cohésion sociale, et freine l'épanouissement des jeunes. Par exemple, un jeune qui n'a pas d'espace pour se divertir se donne à la drogue. En ce qui concerne les femmes cela peut aggraver leur situation de vulnérabilité et de pauvreté à cause du fait qu'elles n'ont plus de cadre pour leurs activités économiques. Un manque de confiance aux instances aux services de l'Etat</p>
----------------------	--------------------------	-----------------------------------	--	---	---	---	--

	Conflits de leadership en milieu estudiantine ou associatif	Généralement lié aux renouvellements des instances de jeunesse tels que le CNJ et l'AEEM), et aussi la manipulation des certains jeunes par les leaders politiques et religieux.	Le manque de formation en leadership et la vie associative et la situation de vulnérabilité des jeunes qui fait qu'ils sont instrumentalisés le plus souvent par les hommes politiques et les leaders religieux	Les jeunes, les élèves, étudiants, les religieux et les hommes politiques	Les intérêts personnels, partisans et recherche de profit.	Les plus souvent ils ont tendance à trouver une solution à l'amiable	C'est d'abord l'extension de la culture de la violence au sein des universités et associations, les entraves à l'éducation et à la formation et l'insécurité
Kayes	Conflit frontalier (Gogui)	le non-respect des conventions locales sur les démarcations de la frontière la mauvaise gestion des tensions précédentes,	L'accaparement des terres Changement du site de la foire hebdomadaire (Gogui)	les communautés mauritanienne et malienne	L'accaparement des terres	Les acteurs de ce conflit ont tendance à camper sur leurs positions et à se radicaliser	Difficultés d'accès aux ressources naturelles, pauvreté et insécurité, l'exode, l'effritement des liens de bon voisinage

		L'occupation des terres cultivables					
Conflit en lien avec l'esclavage (Gogui)	La pratique de l'esclavage L'inapplication des textes en matière de droits humains	Refus du statut d'esclave L'accaparement des terres par les anciens maîtres	Les hommes, les femmes, les jeunes, les leaders communautaire Les autorités administratives et judiciaires	Perpétuer une certaine pratique d'esclavage, Affranchissement des anciens esclaves	Les acteurs de ce conflit ont tendance à camper sur leurs positions et à se radicaliser	Mort d'homme, arrestation, fuites, veuves, orphelins, réduction du pouvoir d'achat, Rupture du tissu social,	
Conflits fonciers (Kayes)	Les spéculations foncières La mauvaise gestion de l'attribution des parcelles par les autorités compétentes	La réclamation du droit de propriétés par les acquéreurs	Les autorités administratives et locales et la population	A la recherche du gain facile pour les spéculateurs et certains représentants des autorités compétentes. Pour la population la préservation de leurs biens et des espaces publics	Les acteurs de ce conflit ont tendance à camper sur leurs positions	Ceci compromet la cohésion sociale entre la population, le manque de confiance aux instances de l'Etat et des risques d'affrontement entre population	

	Conflits liés aux ressources naturelles (Sadiola)	La Transhumance des animaux	Destruction des cultures Le non-respect des passages des animaux	Les éleveurs et les agriculteurs	Intérêts personnels	Les acteurs de ce conflit ont tendance à trouver un terrain d'entente	Risque d'affrontement et fragilisation de la cohésion sociale entre les deux communautés
	Conflits ethniques (Sadiola)	La suprématie ethnique des autochtones sur les autres ethnies appelés les étrangers	Refus d'intégration des autres ethnies par les Malinkés dans la gestion de la commune Vente d'eau provenant du château aux autres ethnies	Les autochtones les Malinkés et les autres ethnies	Garder le monopole de la commune	Les acteurs de ce conflit ont tendance à trouver un terrain d'entente	Risque d'affrontement et fragilisation de la cohésion sociale entre les communautés Retard sur le développement de la commune
Koulikoro	Conflits liés à l'exploitation des sites d'orpaillage (Nouga)	L'intérêt personnel	La mauvaise gestion des sites d'orpaillage par le comité de gestion	Les travailleurs, le comité de gestion des sites et les autorités administratives et locales	L'intérêt personnel	Les acteurs de ce conflit ont tendance à trouver des terrains d'entente à travers la médiation des griots ou le groupe de gestion de conflit	Les conséquences sont énormes : la déperdition, la délinquance juvénile, l'utilisation de produits stupéfiants et la dislocation des liens de mariage

							pour ne citer que ceux-ci.
	Conflits liés aux ressources naturelles (Dilly)	La Transhumance des animaux Le non-respect ou l'ignorance de la charte pastorale	Destruction des cultures par les animaux Rendre justice par soit même en tuant les animaux	Les éleveurs et les agriculteurs	Les agriculteurs veulent que leur récolte soit intacte ou dédommagés en de destruction et les éleveurs veulent que leurs animaux aient de la nourriture et de l'eau	Les acteurs de ce conflit ont tendance à trouver un terrain d'entente	Risque d'affrontement et fragilisation de la cohésion sociale entre les deux communautés
	Conflits fonciers (Banamba)	Les spéculations foncières La mauvaise gestion de l'attribution des parcelles par les autorités compétentes	La réclamation du droit de propriétés par les acquéreurs	Les autorités administratives et locales et la population	A la recherche du gain facile pour les spéculateurs et certains représentants des autorités compétentes. Pour la population la préservation de leurs biens et des espaces publics	Les acteurs de ce conflit ont tendance à camper sur leurs positions	Ceci compromet la cohésion sociale entre la population, le manque de confiance aux instances de l'Etat et des risques d'affrontement entre population L'augmentation des coûts d'achat des parcelles

	Conflits ethniques (Banamba)	La suprématie ethnique des autochtones les Maraka sur les autres ethnies appelés les étrangers	Refus d'intégration des autres ethnies par les Maraka dans la gestion de la commune Injustice sociale	Les autochtones les Maraka, les autorités locales, les leaders communautaires et les autres ethnies	Garder le monopole de la commune	Les acteurs de ce conflit ont tendance à trouver un terrain d'entente	Risque d'affrontement et fragilisation de la cohésion sociale entre les communautés Retard sur le développement de la commune
	Conflits de leadership entre les jeunes (Banamba)	La recherche des postes	La non-application des textes de la CNJ La validation par les autorités administratives d'un bureau CNJ mis en place par certains jeunes et non approuvé par la DRDSES. Instrumentalisation des jeunes, le plus souvent par	Les jeunes, les autorités administratives et locales et les hommes politiques Les services déconcentrés de l'Etat	Les intérêts personnels, partisans et recherche de profit.	Les plus souvent ils ont tendance à trouver un terrain d'entente	Risque d'affrontements et fragilisation de la cohésion sociale entre les jeunes Retard sur le développement de la commune et en particulier des instances de la jeunesse

			les hommes politiques et les leaders religieux				
Sikasso	Conflits fonciers	Des champs à multiples propriétaires Manque de terres cultivables	Tous réclament le droit de propriété Les avantages liés aux arbres fruitiers tels que l'anacarde	Les agriculteurs (les propriétaires terriens et les allogènes)	Tous veulent avoir plus d'espaces cultivables Profiter des avantages liés à la culture des fruitiers tels que l'anacarde	Les plus souvent ils ont tendance à camper sur leur position	la mésentente entre les jeunes et la fragilisation de la cohésion sociale entre les communautés. Rupture du tissu social (lien de mariage et autres)
	Conflit liés aux ressources naturelles	Manque d'espace de pâturages la négligence des propriétaires d'animaux la multiplication des champs surtout au niveau des marigots	Les causes récentes sont le manque d'espace, la mauvaise gestion des champs agricoles la divagation des animaux la destruction des cultures par les animaux les représailles des agriculteurs	Les agriculteurs et éleveurs	Les agriculteurs veulent que leur récolte soit intacte ou dédommagés en cas de destruction et les éleveurs veulent que leurs animaux aient de la nourriture et de l'eau	Les plus souvent ils ont tendance à camper sur leur position	La destruction des champs, la détérioration des relations sociales, les affrontements physiques, la famine dans la commune et l'incompréhension entre les jeunes

			contre les animaux				
--	--	--	--------------------	--	--	--	--

Annexe 5 : Rapport entre les résultats attendus, les indicateurs et les recommandations issues de l'étude

Résultats	Indicateurs	Valeur actuelle	Cible	Recommandations
	<i>Indicateur 1.2: % de personnes interrogées estiment que les opinions des jeunes sont prises en compte dans la gestion des conflits au sein de leur communauté</i>	48%	60%	<ol style="list-style-type: none"> 1. Soutenir la mise en place et/ou la redynamisation des mécanismes locaux de gestion des conflits (les comités locaux de gestion des conflits) et assurer la formation des structures traditionnelles locales de médiation à la prévention et gestion de conflits ainsi qu'aux différentes techniques de médiation ; 2. S'appuyer sur les associations de jeunes et femmes formelles au niveau des autorités locales pour la mise en place des mécanismes de gestion des conflits dans les communes d'intervention du district 3. S'assurer du respect de l'équité du genre dans la composition desdits comités ; 4. Sensibiliser et informer les communautés à l'existence des comités locaux de gestion des conflits et leur rôle ;

Résultat Attendu 1: Les jeunes jouent un rôle actif dans les mécanismes de prévention et de gestion des conflits au sein de leurs communautés	Indicateur : <i>% des personnes interrogées qui estiment que la jeunesse est représentée dans les instances de prévention et de gestion des conflits dans leur communauté</i>	39%	TDB	<p>5. Renforcer les capacités en techniques de prévention, de gestion et de médiation de conflits des acteurs principaux du projet (les jeunes, les adolescents et les femmes) ;</p> <p>6. S'assurer de la représentativité de tous les acteurs surtout les jeunes, adolescents et femmes lors de la mise en œuvre des activités du projet ;</p> <p>7. Promouvoir la coexistence pacifique à travers la poursuite de la sensibilisation des communautés sur la cohésion sociale/coexistence pacifique, la formation sur l'éducation à la paix et à travers les médias, l'organisation des événements culturels et sportifs spéciaux ;</p>
	Indicateur : <i>% de personnes interrogées qui estiment avoir reçu une formation sur les renforcements de capacités et de connaissances sur la gestion pacifique des conflits et l'engagement citoyen</i>	12%	TBD	

	Indicateur : % des personnes interrogées qui affirment avoir participé à des activités de mobilisation communautaire organisées par des jeunes sur la gestion pacifique des conflits et l'engagement citoyen	41%	TBD	
--	---	------------	------------	--

<p>Résultat Attendu 2: Les leaders nationaux et locaux traditionnels, religieux et autorités collaborent avec les jeunes en tant qu'acteurs clés dans les initiatives de prévention et de gestion des conflits</p>	<p>Indicateur : <i>% des personnes interrogées qui affirment avoir participé à une rencontre sur le mécanisme de dialogue mis en place entre les jeunes, les leaders locaux et les autorités locales</i></p>	<p>20%</p>	<p>TBD</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcer les mécanismes de coordination entre les autorités administratives et locales, les leaders communautaires, les jeunes, les adolescents et les femmes par le biais des rencontres opérationnelles périodiques permettant de favoriser le dialogue et d'affiner les analyses de risques et les réflexions sur la mitigation des risques de conflits ; 2. Faciliter la mise en place des cadres de concertation et de dialogue intergénérationnel entre les leaders communautaires et les jeunes, adolescents ainsi que les femmes afin de restaurer et de renforcer le leadership et la participation à la prise de décision de ces derniers dans les instances de gestion des conflits ;
---	---	-------------------	-------------------	---

Résultat Attendu 3 : Les jeunes ont accès à des plateformes sûres et inclusives d'échanges et de promotion de bonnes pratiques pour la prévention et la gestion des conflits	Indicateur : % des personnes interrogées qui affirment l'existence des radios au sein de leur commune qui diffusent les messages sur la cohésion sociale	62%	TBD	Renforcer les acteurs des médias dans la diffusion d'informations fiables, permettant d'apaiser les tensions entre les communautés ;
	Indicateur : % des personnes interrogées qui ont connaissance de l'existence des maisons ou centres de jeunes fonctionnels au sein de leur communauté	49%	TBD	Mettre en place ou réhabiliter des espaces sûrs pouvant servir aux jeunes de lieux de rencontre, d'échanges, de partage d'expériences, de formation et de divertissement.